

**Comment les pauvres gèrent-ils le risque ?
Leçons apprises de Portefeuilles des pauvres : Comment les
pauvres de la planète survivent avec 2 dollars par jour**

Financial Access Initiative

July 2009

Contributions to this research made by a member of The Financial Access Initiative.

The Financial Access Initiative is a consortium of researchers at New York University, Harvard, Yale and Innovations for Poverty Action.

NYU Wagner Graduate School
295 Lafayette Street, 2nd Floor
New York, NY 10012-9604

T: 212.998.7523
F: 212.995.4162
E: contact@financialaccess.org

www.financialaccess.org

Comment les pauvres gèrent-ils le risque ?

Le présent dossier donne un aperçu de la manière dont les ménages pauvres gèrent les risques. Fondé sur les recherches effectuées via les journaux financiers dont il est question dans le document intitulé Portefeuilles des pauvres : Comment les pauvres vivent avec 2 dollars par jour, ce dossier fait l'économie des outils formels et informels de gestion du risque utilisés par les ménages pauvres au Bangladesh, en Inde et en Afrique du Sud - notamment les assurances et l'épargne - et analyse la manière dont ces outils peuvent être améliorés pour aider les pauvres à atténuer les risques et à préparer leur avenir.

LES MÉNAGES PAUVRES SONT PLUS VULNÉRABLES AU RISQUE

Être pauvre, ce n'est pas seulement vivre avec 1 ou 2 dollars par jour, c'est aussi affronter la réalité qu'un jour vous pouvez avoir un peu plus que d'habitude alors qu'un autre jour vous aurez beaucoup moins. La nécessité d'affronter les hauts et les bas de revenus irréguliers et imprévisibles constitue une difficulté souvent négligée, mais combien fondamentale. Les pauvres sont également confrontés à une absence d'outils financiers susceptibles de les aider à faire face aux urgences et à obtenir une meilleure qualité de vie. Le fait qu'ils ne puissent pas accéder à des outils de réduction du risque peut les pousser à vendre des actifs, à contracter des prêts à taux d'intérêt élevé ou à épuiser leurs maigres économies, ce qui ne peut que les enfoncer davantage dans la pauvreté.

Comment le manque d'outils financiers se transforme en urgence de santé

Les dix membres de la famille de Feizal vivaient avec un revenu mensuel de 36 dollars, généré pour l'essentiel par ses activités de marchand ambulant d'aluminium et complété par les revenus de son fils, qui était apprenti tailleur. Au milieu de l'année de recherche, Feizal s'est fracturé le fémur, et son ménage a ainsi perdu sa principale source de revenus. N'étant pas assuré et ne pouvant supporter les coûts du traitement, Feizal se fit initialement traiter par des médecins traditionnels, payés par des avances de solde de son fils et son épargne bancaire. Trois mois après l'accident, comme la santé de Feizal ne connaissant aucune amélioration notable, son père l'emmena en ville consulter un médecin qui utilisait des méthodes plus modernes et épuisa pratiquement toutes les économies du ménage en tests de diagnostic. Feizal put reprendre le travail huit mois après l'accident. Finalement, les coûts de l'accident, qu'il s'agisse du coût direct du traitement ou du coût indirect de la perte de revenus, se sont avérés nettement supérieurs à ce qu'ils auraient été si Feizal avait payé dès le début un traitement de haute qualité (par le biais de son assurance ou de sa propre poche).

Les crises liées à la santé et les autres situations d'urgence peuvent enfoncer davantage des ménages dans la pauvreté. Le tableau ci-dessous présente, à l'aide des journaux financiers, les différentes crises auxquelles les ménages pauvres ont été confrontés au cours de l'année de recherche. La maladie a touché 50 % des ménages tenant un journal au Bangladesh et 42 % des ménages en Inde. Les frais d'obsèques représentaient la principale cause d'urgence financière en Afrique du Sud : 81 % des ménages avaient en effet été frappés par un deuil.

Tableau 1 : Principaux événements ayant provoqué des urgences financières, par pays, avec le pourcentage de l'échantillon du pays affecté au moins une fois au cours de l'année d'étude

Bangladesh 42 ménages		Inde 48 ménages		Afrique du Sud 152 ménages	
Événement	%	Événement	%	Événement	%
Blessure sérieuse ou maladie	50	Blessure sérieuse ou maladie	42	Obsèques d'un membre de la famille extérieur au ménage	81
Non perception de revenus attendus	24	Perte de récolte ou de bétail	38	Blessure sérieuse ou maladie	10
Incendie/perte du ménage ou d'une propriété	19	Perte de l'emploi régulier	10	Obsèques d'un membre du ménage	7
Perte de récolte ou de bétail	7	Vol	4	Vol	7
Faillite professionnelle	7	Abandon ou divorce	4	Crime violent	4
Vol/Perte de liquidités	7	Harcèlement sérieux de l'administration	4	Incendie/perte du ménage ou d'une propriété	3

Source : Portefeuilles des pauvres, Tableau 3.1, p. 68

LES SOLUTIONS ACTUELLES SONT INCOMPLÈTES

Pour gérer les urgences, il faut être en mesure de réunir le financement adéquat au moment opportun. Les ménages tenant un journal ont utilisé leur assurance, formelle comme informelle, pour atténuer le risque.

Tableau 2 : Types de produits d'assurance utilisés par les ménages tenant un journal en Inde et au Bangladesh

Couverture	FORMEL			INFORMEL
	<i>Vie</i>	<i>Vie</i>	<i>Assurance-vie de crédit</i>	<i>Assurance du village</i>
<i>Assureur</i>	État (assurance vie)	Assureurs privés	Institutions de microfinance	Ménages
<i>Pays</i>	Inde	Bangladesh	Bangladesh	Inde et Bangladesh
<i>Police</i>	Primes trimestrielles ou semestrielles basées sur l'âge. Épargne récupérée avec bénéfice si le terme est atteint.	Primes hebdomadaires ou mensuelles. Épargne récupérée avec bénéfice si le terme est atteint.	Paiement intégré dans le montant du prêt. Effacement de la dette en cas de décès.	Cadeaux réciproques ou prêts flexibles entre membres de la famille.
<i>% de ménages tenant un journal</i>	15%	19%	≈50%	n.d.

Source : Initiative d'accès financiers, dans le Chapitre 3 du document intitulé Portefeuilles des pauvres

Comme nous l'avons vu dans le Tableau 1, 81 % des ménages tenant un journal en Afrique du Sud ont dû trouver un financement pour payer des obsèques au cours de l'année de recherche. L'assurance funéraire est un bon exemple de la manière dont les ménages pauvres utilisent les programmes d'assurances formels et informels. 80 % environ des ménages tenant un journal en Afrique du Sud disposaient d'au moins une assurance funéraire, formelle ou informelle, et la plupart des répondants disposaient de plusieurs assurances. La couverture décès constituait 10 % des instruments financiers détenus dans les

portefeuilles des ménages, les familles consacrant en moyenne 3 % de leur revenu mensuel brut à l'ensemble de leurs instruments de couverture décès. Les chercheurs ont indiqué que les programmes d'obsèques formels venaient compléter plutôt que remplacer les sociétés d'obsèques traditionnelles car ces dernières proposent des avantages sociaux et des avantages financiers, et toutes les sources de revenus étaient nécessaires pour payer la totalité des frais d'obsèques.

Tableau 3 : Types d'assurances décès en Afrique du Sud

	FORMEL			INFORMEL
	Établissements financiers régulés	Pompes funèbres	Sociétés d'obsèques	Sociétés d'obsèques moins structurées
<i>Assureur</i>				
<i>Paiement/remboursement</i>	Primes mensuelles. En cas de décès, la société est payée sous forme de forfait en liquide.	Primes mensuelles. En cas de décès, un ensemble fixe de produits, services et/ou liquidités est versé aux héritiers.	Primes mensuelles. En cas de décès, la famille perçoit un paiement défini en espèces, en nature, ou les deux.	Transactions uniquement au moment du décès. S'appuie considérablement sur le paiement en nature, par lequel les membres de la famille s'engagent à verser une somme convenue en cas de décès.
<i>% de personnes tenant un journal</i>	26%	24%	57%	n.d.

Source : Initiative d'accès financiers, Chapitre 3 du document intitulé Portefeuilles des pauvres

NOUVELLES IDÉES POUR AIDER LES MÉNAGES PAUVRES À GÉRER LE RISQUE

Couverture partielle

Une couverture partielle peut être utile. Les pauvres gèrent en effet les urgences en réunissant des fonds provenant de différentes sources. Les solutions efficaces sont celles qui contribuent le mieux à la combinaison de solutions. L'approche du portefeuille suggère qu'il n'est pas nécessaire de proposer une assurance pour couvrir un problème entier pour améliorer le bien-être des communautés pauvres. Les solutions partielles sont les bienvenues. Une assurance funéraire commercialement viable et complète pour les ménages pauvres impliquerait très probablement des primes coûteuses. En revanche, il pourrait exister une demande substantielle de couverture décès partielle plus économique, mais plus limitée, par exemple couvrant les médicaments ou les catastrophes sanitaires. L'assurance funéraire en Afrique du Sud couvre seulement une partie des frais d'obsèques, tout en fournissant des revenus significatifs dans les moments critiques.

Réunir des fonds provenant de sources variées : l'exemple de Xoliswa, Afrique du Sud

Lorsque Busisiwe, la mère de Xoliswa, décéda, le coût des obsèques dépassa 2 400 dollars. Busisiwe avait souscrit des assurances auprès d'une société de pompes funèbres et d'une société d'obsèques. La couverture proposée par les pompes funèbres comprenait le cercueil, les honoraires de l'entrepreneur de pompes funèbres et le coût

de la levée du corps, soit environ 465 dollars, ainsi qu'un versement en espèces de 464 dollars pour la collation. La société d'obsèques versa une somme forfaitaire de 155 dollars. Xoliswa a reçu en outre 155 dollars en espèces octroyés par les deux clubs d'épargne de Busisiwe. La famille a offert 297 dollars en espèces et 13 chèvres. Sur le coût total des obsèques, l'assurance a couvert 45 %, les dons en espèces et en nature de la famille ont couvert 49 %, tandis que les paiements des clubs d'épargne ont couvert les 6 % restants.

Conception des produits

L'assurance est la réponse à certains gros problèmes comme les crises de santé, mais les franchises élevées et les coassurances peuvent avoir des conséquences imprévues. Le « risque moral » est la tendance des individus à modifier leur comportement sur le plan de la santé une fois qu'ils ont accès à l'assurance. Les assureurs tentent de réduire le risque moral en incluant les quotes-parts et les franchises dans la politique pour éviter d'assurer l'intégralité des coûts. Toutefois, ces produits peuvent ne pas donner le résultat prévu dans les ménages pauvres. Si les honoraires des médecins, les frais des examens médicaux et de traitement doivent être payés directement et que les liquidités manquent, il est possible d'éviter le traitement jusqu'à ce que la santé se détériore sérieusement, voire même jusqu'à ce que la guérison soit impossible. En outre, les assureurs doivent prendre en considération la commodité et le montant des primes. Pour les pauvres, les délais et le montant des versements peuvent être tout aussi importants que le coût total de la police.

Au-delà de l'assurance

Gérer le risque ne signifie pas toujours gérer les assurances. Les produits financiers tels que les comptes d'épargne et les comptes de prêt peuvent contribuer à alléger un grand nombre de crises. L'assurance est généralement liée à des événements indésirables particuliers. La fongibilité de l'argent est un avantage des produits d'épargne et de prêt que l'on ne trouve pas dans l'assurance. Un prêt émis pour fournir un capital de travail à une entreprise peut être détourné pour gérer une urgence, alors qu'une prime d'assurance n'est versée qu'en cas de survenue de l'événement assuré. En théorie, cette exigence ne devrait pas préoccuper les ménages pauvres : si le risque est réel et que la couverture représente un bon rapport qualité-prix, ils devraient s'assurer. Dans la pratique en revanche, les ménages pauvres peuvent considérer que, compte tenu de leurs ressources limitées, il est préférable qu'ils utilisent des produits génériques car le risque assuré pourrait ne jamais survenir. Par conséquent, la couverture d'assurance liée aux produits d'épargne et de prêt, comme dans le cas de l'assurance-vie de crédit et de l'épargne capital terme, peut séduire les ménages pauvres davantage qu'un portefeuille généreux de politiques leur garantissant une assurance tous risques.